

"L'Afrique peut produire de l'énergie propre pour sortir de la pauvreté"

PANA, 09 novembre 2011 Dar es Salaam, Tanzanie - L'Afrique sub-saharienne a un énorme potentiel pour générer de l'énergie propre qui pourrait aider à sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté sans aggraver le changement climatique, indique un rapport de l'organisation caritative Christian Aid publié mercredi. A l'heure actuelle, les pays sub-sahariens, avec une population de 719 millions d'individus ont un accès très limité à l'énergie, consommant entre eux (si l'Afrique du Sud n'est pas incluse) moins d'électricité que l'Etat de New York, qui abrite 19,5 millions de personnes.

Le manque d'énergie a entravé les efforts de l'Afrique pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et contribue à la mort de centaines de milliers d'enfants de moins de cinq ans chaque année par des affections respiratoires causées par les fumées issues des feux de cuisine ouverts. En raison de la fourniture d'énergie, une pierre angulaire de la lutte contre la pauvreté, le progrès issu de la modernisation dans le reste du monde a jusqu'à maintenant entraîné des augmentations massives des émissions de carbone grâce à l'utilisation de combustibles fossiles. Se basant sur des exemples provenant de six pays d'Afrique sub-saharienne, il met en lumière les sources d'énergie durable qui permettraient à l'Afrique de se développer en utilisant peu de carbone. Le lancement du rapport s'accompagne d'une "Caravane de l'espoir" qui est parti mercredi du Burundi à travers 10 pays africains, en prélude à l'ouverture du sommet de l'ONU à Durban, pour mettre en évidence comment le changement climatique affecte déjà la vie des pauvres sur le continent. Organisée par l'alliance panafricaine pour la justice climatique, une organisation partenaire de Christian Aid, la caravane comprend des dizaines de paysans africains, des pasteurs et des militants qui réclament que les pourparlers de l'ONU aident à produire une solution juste à la crise croissante. Auteur principal du nouveau rapport, le conseiller principal de Christian Aid pour le changement climatique et le développement durable, Mme Alison Doig, a affirmé que sans élargissement considérable de la fourniture d'énergie, les pays africains ne pourront pas atteindre les OMD. "Un manque d'accès aux services énergétiques modernes freine la lutte contre la pauvreté, l'éducation, l'égalité des sexes, la santé et limite l'emploi et les moyens de subsistance", a-t-elle ajouté. "Il est maintenant largement reconnu que sans l'accès aux services énergétiques modernes, il est hautement improbable que les OMD seront atteints. En Afrique, le besoin est urgent", a poursuivi Mme Doig. "Jusqu'à présent, ceux qui sont habitués à utiliser d'une façon intensive le carbone pour faire des affaires ont dit que le choix est clair, les décideurs peuvent soit sortir les gens de la pauvreté, soit s'attaquer au changement climatique - ils ne peuvent pas faire les deux. L'air pur et des progrès sont étroitement considérés comme s'excluant mutuellement", a-t-elle dit. Selon Mme Doig, le "choix" est fondamentalement faux, car une énorme opportunité existe pour les pays en développement en Afrique d'avancer dans la voie du développement durable si les bonnes stratégies sont utilisées. "Il y a un énorme potentiel pour les énergies renouvelables à travers le continent, qui est largement inexploité. Notre rapport démontre que la géothermie, les petites centrales hydroélectriques, l'énergie solaire, éolienne, marémotrice et les combustibles de la biomasse, y compris les déchets agricoles, tous offrent un potentiel significatif pour satisfaire à la fois les besoins fondamentaux et pour libérer la croissance économique", a-t-elle souligné. Mme Doig a cependant prévenu que les pays africains, dont certains subissent déjà les effets du changement climatique, un problème dont ils ne sont pas responsables, à travers l'épuisement des ressources en eau et l'érosion des sols ainsi que le rendement des cultures réduit, ont besoin d'aide pour utiliser leur énorme potentiel énergétique. "Le financement doit être fiable et substantiel. On estime que 20 milliards de dollars par an sont nécessaires pour fournir l'énergie de base pour tous d'ici à 2030 et 30 à 35 milliards de dollars par année pour offrir un niveau élevé de faibles émissions de carbone", a-t-elle dit. Selon Mme Doig, ce financement pour aider l'Afrique à réaliser un développement sobre en carbone doit être respecté par le Fonds vert pour le climat qui devrait être mis en place au sommet de l'ONU. Elle a indiqué que les pays africains ont besoin de planifier un avenir fiable en teneur en carbone et l'assistance aux pays riches devrait prendre la forme de transfert de technologies, d'investissements bilatéraux et multilatéraux et d'approches participatives du marché.